



# Assemblée générale

Distr. GÉNÉRALE

A/CONF.166/PC/19 10 août 1994 FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ PRÉPARATOIRE DU SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL Deuxième session New York, 22 août-2 septembre 1994 Point 4 de l'ordre du jour provisoire\*

RÉSULTATS DU SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL : PROJET DE DÉCLARATION ET PROJET DE PROGRAMME D'ACTION

Données relatives aux publications et indicateurs concernant le développement social au sein du système des Nations Unies

# Note du Secrétariat

# TABLE DES MATIÈRES

		Paragraphes	<u>Page</u>
INTRODU	JCTION	. 1 - 2	3
I.	QUELQUES PUBLICATIONS DES ORGANISMES DES NATIONS UNIE SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LES INDICATEURS SOCIAU		3
II.	ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ÉTENDUE DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE	. 16 - 33	6
III.	TRAVAUX SUR LES INDICATEURS SOCIAUX	. 34 - 40	10
IV.	INDICES SYNTHÉTIQUES	. 41 - 49	12
v.	BUTS ET OBJECTIFS POUR LE SUIVI DU PROGRÈS SOCIAL .	. 50 - 57	14
	Annexes		
I.	LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES DU SYSTÈME DES NATION PORTANT SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT		. 17
	A. Le développement social en général		. 17
*	A/CONF.166/PC.14.		
94-3171	L6 (F) 170894 220894 22/08/94		/

# TABLE DES MATIÈRES (<u>suite</u>)

			<u>Paqe</u>
	B. Atténuatio	on et élimination de la pauvreté généralisée	19
	C. Emploi pro	oductif et réduction du chômage	23
	D. Intégratio	on sociale	24
II.		OU SYSTÈME DES NATIONS UNIES CONTENANT DES DONNÉES LATIVES À LA PAUVRETÉ	28
III.	INDICATEURS SC	OCIAUX	30
	Tableau 1.	Estimations des taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage), par sexe, 1980-2000	30
	Tableau 2.	Taux de scolarisation brut (en pourcentage) : par degré d'enseignement et par sexe, 1980 et 1990	31
	Tableau 3.	Dépenses publiques d'enseignement, 1980-1991	32
	Tableau 4.	Indicateurs de santé (pourcentage)	33
	Tableau 5.	Dépenses de santé, espérance de vie et mortalité à l'échelle mondiale, 1990	34
	Diagramme I.	Estimations de la population totale alphabétisée et analphabète âgée de 15 ans et plus dans les pays en développement, par région, 1990 (en millions) .	35
	Diagramme II.	Population ayant accès à l'eau salubre dans les zones rurales des pays en développement	36

#### INTRODUCTION

- 1. Le présent document contient des informations sur les publications des organismes des Nations Unies qui traitent des questions sociales et des statistiques et indicateurs utilisés pour évaluer le niveau de vie et l'évolution des conditions sociales. Il a été établi en application de la décision 1/5 prise par le Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social à sa première session (A/49/24). Les informations qu'il contient ont été réunies à partir des sources disponibles avec la collaboration de plusieurs bureaux du Secrétariat de l'ONU, des institutions spécialisées et d'autres organes du système des Nations Unies.
- 2. Sur la base des données rassemblées auparavant et du nouveau texte fourni par les institutions et organismes de l'ONU, le document a été divisé en cinq parties :
  - I. Quelques publications des organismes des Nations Unies sur le développement social et les indicateurs sociaux;
  - II. Évaluation et suivi de l'étendue de la pauvreté dans le monde;
  - III. Travaux sur les indicateurs sociaux;
    - IV. Indices synthétiques;
    - V. Buts et objectifs pour le suivi du progrès social.

L'annexe I présente une liste des publications des Nations Unies parues récemment ou en préparation, qui traitent du développement social, en particulier des trois thèmes clefs du Sommet. L'annexe II contient une liste annotée de publications ainsi que des données et analyses sur la pauvreté. Enfin, l'annexe III présente des tableaux et des graphiques sur certains indicateurs du développement social.

- I. QUELQUES PUBLICATIONS DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LES INDICATEURS SOCIAUX
- 3. Depuis 40 ans, la collecte, l'analyse et la diffusion de données fiables sont l'une des principales fonctions du système des Nations Unies. Les organismes du système ont mis en place à cet effet divers réseaux et mécanismes permettant de collecter les données, d'évaluer leur fiabilité, de les analyser et d'examiner leurs effets sur la prise de décisions aux niveaux national et international. S'inscrivant dans un cadre mondial et multidisciplinaire, les travaux des organismes des Nations Unies sur les statistiques, les indicateurs et les autres données du développement social traitent de l'interdépendance complexe des phénomènes économiques et sociaux. Ils servent de base à la concertation et aux délibérations internationales et fournissent aux États Membres des informations pour la définition et l'analyse des grandes orientations nationales.

- 4. De nombreuses publications périodiques des organismes des Nations Unies présentent des statistiques, des indicateurs et des analyses des conditions et tendances sociales.
- 5. L'Organisation des Nations Unies publie un rapport quadriennal intitulé Rapport sur la situation sociale dans le monde, lancé en 1952 pour contribuer aux débats du Conseil économique et social et de la Commission du développement social. Le rapport examine les tendances des principaux indicateurs du développement social, la relation entre croissance économique et développement social et les orientations politiques. Le rapport de 1993 porte sur la pauvreté, le chômage et le sous-emploi, les conflits ethniques et la désagrégation nationale, ainsi que la faim, la santé, l'éducation, le logement, l'assainissement, l'environnement et d'autres questions intéressant le Sommet. Il contient des données nationales et régionales concernant les questions examinées.
- 6. Depuis 1954, la Division de statistique, en collaboration étroite avec d'autres services internationaux de statistique, publie le Recueil de statistiques et d'indicateurs sociaux, établi à intervalles irréguliers et dont le dernier numéro est paru en 1991. En 1985, la Division de statistique a commencé à publier des documents statistiques et analytiques plus spécialisés dans divers domaines sociaux. Il s'agit des publications suivantes : Disability Statistics Compendium (1990), "Children: Early Child Development and Learning Achievement" et "World Families" (graphiques statistiques); Statistical Charts and Indicators on the Situation of Youth 1970-1990 (1992); Demographic Yearbook Special Issue on Population Ageing and the Statistics of Elderly Persons (1994) et Les femmes dans le monde 1970-1990 ; des chiffres et des idées (1990).
- 7. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) publie Les pays les moins avancés, rapport annuel qui rassemble des informations et des analyses sur les conditions socio-économiques des pays désignés comme tels par l'Organisation des Nations Unies (actuellement au nombre de 47). Le rapport de 1993-1994 présente une vue d'ensemble des faits récents, une analyse des réformes internes et de l'action des donateurs face aux besoins spécifiques des pays les moins avancés et un examen de questions relatives à l'éducation et aux services de santé. Il contient des graphiques et des tableaux ainsi que des indicateurs statistiques généraux.
- 8. Le <u>Rapport sur le développement humain</u> publié chaque année depuis 1990 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) se compose d'une partie analytique couvrant diverses questions dans laquelle figurent des données et tendances nationales et régionales dont beaucoup sont présentées sous forme de graphiques et des tableaux des indicateurs du développement humain. La partie analytique du rapport de 1993 étudie la participation, les marchés, la gestion des affaires publiques et les organisations communautaires. La partie consacrée aux indicateurs présente des données nationales sur la santé, l'assainissement, l'approvisionnement alimentaire, la situation des femmes et des enfants, les flux de l'aide, les dépenses militaires ainsi que d'autres données relatives aux questions inscrites à l'ordre du jour du Sommet. En plus des données de base, le rapport présente des données analysées de manière à faire apparaître les disparités entre Nord et Sud, entre les sexes et entre zones urbaines et zones rurales. Comme par le passé, un élément essentiel du

rapport est l'indicateur de développement humain (IDH) qui classe 173 pays en fonction d'un critère combinant l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le pouvoir d'achat. Le rapport de 1994 introduit de nouvelles dimensions du concept de sécurité humaine et soumet plusieurs propositions au Sommet mondial pour le développement social qui aura lieu en mars 1995.

- 9. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) examine la situation des enfants dans son rapport annuel intitulé <u>La situation des enfants dans le monde</u>. Le rapport comprend une partie analytique et des tableaux statistiques. La partie analytique du rapport de 1994 examine les tendances mondiales et régionales en ce qui concerne les maladies infantiles, la malnutrition, les mesures de santé publique et la planification de la famille. Dans les tableaux statistiques figurent des données nationales sur la nutrition, la santé, l'éducation, la population et la situation des femmes. En 1993, l'UNICEF a publié le premier numéro d'une série annuelle intitulée <u>Le progrès des nations</u> qui compare les indicateurs nationaux à l'intérieur de chaque région et compare les indicateurs de chaque pays aux résultats attendus en fonction du produit intérieur brut (PIB). Le rapport de 1994 classe les pays selon les résultats obtenus dans les domaines de la santé infantile, de la nutrition, de l'éducation, de la planification de la famille et des progrès en faveur des femmes.
- 10. En ce qui concerne l'emploi, l'Organisation internationale du Travail (OIT) publie un rapport annuel intitulé <u>Le travail dans le monde</u> qui présente une analyse et des données sur l'emploi, le chômage, et les conditions de travail dans divers pays. Les données relatives aux pays en développement sont incomplètes car, d'une part, nombre de pays ne fournissent pas de données et, d'autre part, il est difficile de définir les notions d'emploi et de chômage dans des pays où l'essentiel de l'activité économique a lieu en dehors du secteur commercial et industriel moderne. Le rapport sur le travail dans le monde de 1994 aborde plusieurs thèmes, notamment l'emploi, les relations de travail, les conditions de travail, la protection sociale et les droits des travailleurs et travailleuses.
- 11. La Banque mondiale publie un rapport annuel intitulé <u>Rapport sur le</u> <u>développement dans le monde</u> qui comprend une partie analytique portant chaque année sur un thème différent, une annexe contenant des données sur le thème retenu et une annexe sur les indicateurs généraux de développement. La partie analytique rassemble des données sur le thème en question, ventilées par pays, par région ou par grands groupes de pays. Les annexes fournissent des données nationales pour le plus grand nombre de pays possible, des moyennes par région et par groupe, et indiquent à la fois les données les plus récentes et certaines données historiques des 20 dernières années. Les indicateurs généraux de développement qui varient peu d'une année à l'autre, couvrent la production, la consommation, les budgets nationaux, le commerce, les finances extérieures et les ressources humaines et naturelles.
- 12. Le <u>Rapport sur le développement dans le monde, 1993</u>, intitulé "Investir dans la santé", passe en revue les politiques sanitaires nationales et évalue leurs effets sur l'amélioration de la santé et la maîtrise des dépenses dans ce secteur. Le rapport de 1994 examine les liens entre infrastructure et développement et explore les moyens utilisables par les pays en développement

pour améliorer à la fois la disponibilité et la qualité des services et des équipements. Les politiques nationales et le financement jouent un important rôle dans les domaines de la santé et de l'infrastructure, car leurs effets se font sentir sur tous les aspects du développement économique et du bien-être de la population. À cet égard, le rapport de 1990 qui met l'accent sur la pauvreté, présente un intérêt particulier pour le Sommet.

- 13. <u>Le Rapport mondial sur l'éducation, 1993</u>, publié par l'UNESCO, est le deuxième d'une nouvelle série semestrielle présentant une analyse large mais concise des principales questions relatives à l'éducation dans le monde d'aujourd'hui et des grandes tendances qui se dégagent. Le rapport de 1993 a pour thème principal "L'éducation dans un monde d'ajustement et de changement". Il est axé sur trois aspects de ce thème :
- a) L'évolution des disparités mondiales dans l'accès à l'éducation, en particulier compte tenu du retard dans le domaine des connaissances qu'accusent les pays en développement du Sud par rapport aux pays riches industrialisés de l'hémisphère Nord, retard dénoncé dans le rapport de la Commission Sud. Malgré une certaine réduction de ces disparités, il existe un risque réel de voir le fossé s'élargir pour quelques-uns des pays les plus pauvres du monde;
- b) La pertinence des conventions internationales concernant l'éducation, compte tenu de l'élargissement des choix éducatifs et des nouveaux défis pour l'égalité des chances;
- c) La définition de nouvelles normes éducatives bien étayées et l'intérêt croissant pour la coopération internationale dans le domaine de la recherche en matière d'éducation.
- 14. Les annexes du rapport présentent un ensemble unique de statistiques sur les indicateurs de l'éducation dans le monde, réunissant des données par pays pour les principaux aspects de l'éducation dans plus de 170 pays et des tableaux synoptiques régionaux. On y trouve aussi une liste des rapports, publications et périodiques de l'UNESCO concernant l'éducation, 1991-1993.
- 15. La Commission économique pour l'Europe (CEE) envisage de publier un annuaire statistique pour les pays de la région. La première édition, prévue pour 1994, devrait porter essentiellement sur les grandes questions qui seront examinées par le Sommet pour le développement social.

## II. ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ÉTENDUE DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

- 16. La mesure de la pauvreté pose un problème particulier. Si elle est généralement définie comme une absence de ressources financières, on l'associe également à la faim ainsi qu'à un logement et un habillement inadéquats. Le chômage, l'absence d'éducation, de relations sociales, d'estime de soi-même et d'autres éléments essentiels du bien-être humain sont à la fois des conséquences et des causes de la pauvreté.
- 17. Le système des Nations Unies mène depuis longtemps des travaux sur les concepts, les définitions, la mesure et le suivi de la pauvreté et poursuit des

activités connexes concernant la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de données.

- 18. On définit généralement la pauvreté en déterminant un revenu minimum qui constitue le seuil de pauvreté, calculé en fonction du coût des produits alimentaires, du logement, de l'habillement et d'autres besoins matériels. On a toutefois reproché à cette méthode l'étroitesse de sa base économique et physiologique et le fait qu'elle ne tient pas compte de l'accès aux services publics ou aux biens qui, s'ils sont disponibles, sont gratuits ou subventionnés. Selon cette interprétation plus large, l'approche fondée sur le revenu sous-estime l'incidence de la pauvreté car elle est centrée sur la consommation privée et ne prend donc pas en compte les besoins essentiels non satisfaits dans des domaines tels que l'éducation, l'accès à l'eau salubre, les services de santé, les transports publics, un environnement sain et d'autres biens et services non commerciaux.
- Les efforts déployés par l'ONU pour assister les pays en développement et renforcer leurs capacités dans la lutte contre la pauvreté ont souvent nécessité une collaboration interorganisations et l'établissement d'une coopération avec les donateurs et les ONG. Le rapport du Secrétaire général intitulé "Politiques et activités concernant l'assistance en vue d'éliminer la pauvreté et d'apporter un appui aux groupes vulnérables, et plus particulièrement l'assistance durant l'application des programmes d'ajustement structurel" (E/1992/47) traite des questions liées à la coordination des politiques et des activités des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies. Il passe brièvement en revue les tendances récentes en matière de pauvreté qui touchent aux questions de coordination et accorde une attention particulière à l'impact des programmes d'ajustement structurel sur la pauvreté. Il donne, sur la base des informations fournies par les organes, organisations et organismes du système des Nations Unies, un aperçu des stratégies, priorités, orientations et activités de programme du système concernant l'élimination de la pauvreté, y compris la promotion d'une croissance qui permette d'atténuer la pauvreté, la fourniture d'appui aux groupes vulnérables et l'atténuation des effets négatifs des programmes d'ajustement structurel.
- 20. Par la suite, en réponse à la résolution 47/197 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, le rapport du Secrétaire général intitulé "Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement" (A/48/545) dresse un premier tableau des progrès réalisés depuis 1992 et des projets visant à améliorer encore l'action coordonnée dans la lutte contre la pauvreté.
- 21. Conformément à la Déclaration de la première Conférence régionale sur la pauvreté tenue à Cartagena (Colombie) en 1988, le PNUD et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ont entrepris un projet visant à mettre au point un système d'indicateurs sociaux devant améliorer la mesure de l'incidence de la pauvreté dans la région. Cette méthode intégrée de mesure de la pauvreté consiste dans un premier temps à établir des indicateurs des besoins essentiels non satisfaits. Un certain nombre d'indicateurs relatifs à la qualité du logement, à l'accès à l'école primaire et aux coefficients de dépendance ont été définis avec le concours de la FAO, du Bureau de la CEPALC, au Centre des Nations Unies pour les établissements humains

(Habitat), au Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC) de l'OIT, à l'OMS, à l'Organisation panaméricaine de la santé, à l'UNESCO et à l'UNICEF.

- 22. Dans un ouvrage intitulé Social Indicators of Development 1991-1992, la Banque mondiale donne des estimations de la population vivant dans la pauvreté et de la population vivant dans la pauvreté absolue; celles-ci sont également reflétées dans le rapport de l'UNICEF sur La situation des enfants dans le monde, 1993 (tableau 6) et, accompagnées d'une nouvelle analyse, dans le Rapport du PNUD sur le développement humain, 1993 (tableaux 3, 18 et 40). Dans son étude, Social Indicators Report, 1993, la Banque mondiale a abandonné la notion de "pauvreté absolue" qu'elle a remplacée par des seuils de pauvreté en fonction de revenus les plus élevés et les plus faibles pour chaque pays. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a analysé ces données et d'autres en tant que base pour l'estimation de la pauvreté en milieu rural dans 114 pays en développement dans son étude mondiale intitulée The State of World Rural Poverty: An Inquiry into its Causes and Consequences. Des estimations sont établies à la fois pour la population rurale et les femmes vivant en milieu rural en deçà du seuil de pauvreté. Des estimations de la pauvreté aux niveaux mondial et régional figurent dans le Rapport sur le développement mondial, 1990 : la pauvreté de la Banque mondiale (tableaux 2.1 et 9.2) .
- 23. L'ouvrage de la Banque mondiale intitulé <u>Social Indicators of Development</u>, 1993 a introduit de nouveaux indicateurs prioritaires de pauvreté qui exploitent les enquêtes sur les ménages réalisées avec l'assistance technique de la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU. Ces indicateurs permettent d'observer les niveaux et les tendances de la pauvreté et, associés à des paramètres sociaux connexes, fournissent un cadre pour l'évaluation du bien-être de la population dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. L'édition de 1994 de l'étude intitulée <u>Social Indicators of Development</u> poursuit l'examen des indicateurs prioritaires de pauvreté, qui sont présentés à la première page de chaque tableau de pays. On dispose maintenant de données sur les seuils de pauvreté, de qualité variable, pour 25 pays environ. Ce chiffre devrait augmenter car les résultats d'autres enquêtes nationales sur le revenu des ménages et le budget sont en cours d'analyse.
- 24. La FAO a effectué des estimations de la pauvreté fondées sur la nutrition dans un grand nombre de pays pour les périodes 1964-1966 et 1984-1986, en utilisant la ration calorique quotidienne comme pourcentage des besoins. Elle a périodiquement actualisé ses données sur les apports en calories mais a abandonné le calcul du pourcentage des besoins et les estimations de la pauvreté après 1986, reconnaissant la fiabilité limitée de ces données comme mesure d'une déficience nutritionnelle.
- 25. Les rapports d'activité sur le Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural contiennent des informations sur la pauvreté rurale, l'impossibilité d'acquérir des terres, les réformes agraires, le chômage en milieu rural, les salaires, les marchés, les services financiers, les prix, l'accès à l'information, la recherche et les services de vulgarisation, la mise en valeur des ressources humaines et les liens entre l'environnement et la pauvreté.

- 26. Un autre moyen d'évaluer les inégalités économiques consiste à mesurer la répartition du revenu au sein d'une société; cette méthode met l'accent sur la pauvreté relative plutôt que sur la pauvreté absolue; il est possible d'établir différentes mesures de la répartition du revenu à partir des données pertinentes, comme le coefficient Gini et la part du revenu que se partagent des groupes de ménages correspondants à un certain pourcentage, le plus couramment les quintiles (20 %). Les données de base provenant des enquêtes sur les ménages ont été analysées dans différentes publications au cours des années, par exemple dans le <u>Rapport sur le développement dans le monde, 1993</u> (tableau 30).
- 27. Au début des années 90, l'OIT a commencé à mettre au point une méthode d'évaluation rapide pour mesurer la pauvreté, qui doit permettre aux gouvernements d'évaluer et de suivre rapidement la pauvreté, sur une période de trois à six mois. Cette méthode prévoit l'utilisation de questionnaires succincts sur les ménages, la réalisation de sondages par grappes auprès des ménages pauvres, l'emploi de nouvelles techniques informatiques et d'établissement de rapports directifs.
- 28. En septembre 1991, l'OIT a organisé, avec la collaboration de l'UNICEF et de la CEPALC, un atelier international sur le suivi de la pauvreté dans les organisations internationales. Cet ouvrage intitulé <u>Poverty Monitoring</u>: <u>An International Concern</u> a ensuite été publié sous la direction de Rolph van der Hoeven et Richard Anker, qui contient des propositions visant à améliorer l'utilisation des indicateurs et des systèmes de suivi, et à les intégrer dans l'élaboration de politiques. Les domaines abordés concernent notamment la mesure et les tendances de la pauvreté, les indicateurs de pauvreté, la planification en vue de la réduction de la pauvreté dans un contexte d'ajustement, l'adoption rapide de mesures en faveur des groupes vulnérables et les perspectives des organisations internationales en matière de pauvreté.
- 29. En 1993, l'OIT a également publié un répertoire de données concernant l'incidence de la pauvreté intitulé <u>The Incidence of Poverty in Developing Countries: An ILO Compendium of Data</u>, qui contient des informations détaillées sur les sources et les méthodes. Ce document constitue une compilation relativement exhaustive des données disponibles sur l'étendue et l'évolution de la pauvreté dans les pays en développement dans les zones rurales et urbaines ainsi qu'aux niveaux national et régional.
- 30. Dans le cadre d'une autre initiative prise récemment, l'OIT s'est efforcée d'améliorer le suivi de la pauvreté dans le secteur rural des pays en développement, en examinant la pertinence et l'utilité de données indirectes pour observer l'évolution de la pauvreté rurale avec fréquence et régularité. Le document de travail No 107 du Programme de recherche sur les politiques d'emploi en milieu rural, intitulé <u>Poverty monitoring in the rural sector</u>, a pour but de pallier l'absence générale d'enquêtes régulières sur le revenu et les dépenses des ménages dans les pays en développement et de remédier au fait que les enquêtes les plus récentes ont souvent plusieurs années de retard. Ce document établit donc une corrélation entre les caractéristiques de la pauvreté qui pourraient servir d'indicateurs substitutifs. Ceux-ci sont établis à partir des statistiques sur la production agricole, les prix et les salaires, et devraient être adaptés en fonction de circonstances particulières.

- 31. De manière plus générale, l'OIT a récemment amélioré ses données sur la pauvreté en rassemblant des statistiques sur la répartition du revenu et des dépenses. La prochaine édition (quatrième) de son document sur les statistiques relatives à la répartition du revenu et des dépenses des ménages contient les résultats d'enquêtes sur la question effectuées dans 82 pays, régions et territoires depuis 1979. Les données pour les différents pays sont présentées, dans la mesure du possible, de manière uniforme. Elles proviennent essentiellement des réponses fournies par les pays à un questionnaire de l'OIT, mais pour plusieurs pays, elles sont extraites des rapports d'enquête publiés par les instituts nationaux de statistique compétents. Les données sont illustrées par cinq tableaux principaux qui couvrent les aspects suivants : le revenu des ménages par source, les caractéristiques des ménages, la répartition des dépenses de consommation, la répartition des ménages par classe et par taille et la répartition des ménages par classe de revenu et par taille.
- 32. À sa vingt-septième session (6-8 septembre 1993), le Sous-Comité des activités statistiques du Comité administratif de coordination (CAC) a constaté que de nombreuses organisations se préoccupaient du problème de la pauvreté et prenaient des initiatives concernant les données, l'évaluation et d'autres aspects de cette question; il a décidé de créer une équipe spéciale chargée de l'évaluation de la pauvreté et demandé à la Banque mondiale de faire fonction d'organisateur et d'associer les commissions régionales. Le premier rapport de l'Équipe spéciale a été présenté à la Commission à sa session d'avril 1994 (voir E/CN.3/1994/12).
- 33. On trouvera à l'annexe II une liste des publications du système des Nations Unies contenant des données et des analyses ayant trait à la pauvreté.

# III. TRAVAUX SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

- 34. Les phénomènes humains et sociaux et les conditions de vie des hommes sont trop complexes pour être intégralement saisis par la mesure de quelques facteurs quantifiables précis. Pourtant, il est important de disposer de quelques mesures ou estimations quantitatives normalisées, de façon à permettre le débat, l'analyse, puis la formulation de politiques. Les indicateurs sociaux peuvent se définir comme des statistiques qui reflètent utilement certains aspects importants de la situation sociale et qui facilitent l'étude de celle-ci et de son évolution. Ils sont utilisés pour diagnostiquer les problèmes sociaux à résoudre, pour rationaliser les choix budgétaires en établissant des priorités et des objectifs, et pour mesurer l'efficacité des actions entreprises. Cependant, il faut garder à l'esprit que ces indicateurs représentent de façon imparfaite des situations concrètes, à la fois parce que les données ne saisissent pas toute la complexité de l'expérience humaine et parce qu'elles contiennent inévitablement des erreurs de mesure.
- 35. On trouvera une analyse complète, avec des citations, des travaux des Nations Unies sur les indicateurs sociaux, jusqu'en 1988, dans le <u>Manuel des indicateurs sociaux</u>, publication de la Division de statistique qui remonte à 1989 et qui contient des directives méthodologiques internationales. La coordination internationale de la collecte et la normalisation des méthodes des statistiques et indicateurs sociaux entrent dans les attributions de la Commission de statistique, et la Commission a,

tous les deux ans depuis 1974, examiné des rapports sur les indicateurs sociaux. Cependant, les différentes organisations internationales continuent à utiliser des méthodes, des concepts et des définitions d'une très grande diversité, en fonction de leurs intérêts propres. Alors que plusieurs organismes des Nations Unies compilent et analysent des indicateurs sociaux, il n'y a pratiquement pas d'intégration des programmes de suivi ou de coordination des prescriptions techniques et des procédures. L'établissement, l'analyse et l'interprétation des données provenant de pays différents ont également souffert de la très grande diversité de la forme et de la fiabilité des données provenant de sources nationales. De ce fait, les indicateurs statistiques recueillis pour faciliter l'exécution de divers programmes des Nations Unies sont souvent à la fois surabondants et insuffisants, parfois redondants, et les données relatives à un même sujet mais provenant d'organismes différents peuvent différer. services nationaux de collecte des données sont souvent débordés par les demandes qui leur sont adressées. Récemment, l'Organisation des Nations Unies a entrepris d'améliorer la coordination de la collecte des données sociales, comme l'indique le document, établi à partir de sources très diverses, intitulé Coordination internationale des statistiques et indicateurs sociaux et mise au point de statistiques et d'indicateurs portant sur des groupes spéciaux de population (E/CN.3/1989/11).

- 36. Dans sa résolution 48/163 sur la Décennie internationale des populations autochtones, l'Assemblée générale notait qu'il fallait que le système des Nations Unies recueille des données agrégées relatives aux populations autochtones, en aidant les États Membres à mieux coordonner la collecte et l'analyse de ces données. Le Centre pour les droits de l'homme est tout disposé à coopérer avec un service du Secrétariat et avec des organismes appropriés pour établir une base mondiale de données sur les populations autochtones.
- 37. L'essentiel de l'information, des analyses et des évaluations sociales figurant dans les sources internationales provient de données collectées à l'échelon national, de sorte que pour améliorer la fiabilité et l'exhaustivité de cette information sociale il faudrait améliorer les services qui dans chaque pays, et notamment dans les pays en développement, recueillent des données sociales. On trouvera dans une publication de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social intitulée La mesure et l'analyse du développement socio-économique : une enquête sur les indicateurs sociaux de <u>développement et sur les relations quantitatives des composantes sociales et</u> économiques du développement une analyse détaillée des faiblesses des sources de données utilisées dans les comparaisons internationales. Malheureusement, s'il existe un large corps de données sur la théorie de la collecte et de l'analyse des données statistiques et sur la sélection des indicateurs, il n'y a que très peu de travaux sur l'organisation pratique et la réalisation des programmes de collecte des données sociales, en particulier dans les conditions difficiles que l'on rencontre souvent dans les pays en développement. Rares sont donc les pays où l'information qui serait nécessaire pour mesurer les progrès obtenus dans la réalisation d'objectifs précis de développement social et humain est disponible.
- 38. De ce fait, rares sont les mesures quantitatives des facteurs sociaux dans les pays en développement. Quand elles existent, elles ne sont pas facilement disponibles, et quand elles sont disponibles, elles sont rarement complètes. S'il peut exister des données sur les services publics par exemple le nombre

d'élèves par maître ou de médecins pour 1 000 habitants, ou de mètres carrés de logement par famille — les données peuvent en fait cacher une pénurie de maîtres qualifiés, un manque de services médicaux dans les zones rurales, ou un mauvais état des logements. Pour remédier à ces difficultés, une mesure indirecte de l'efficacité des services sociaux peut être utilisée. Ainsi, une baisse du taux d'analphabétisme peut s'interpréter comme une amélioration de l'éducation, une baisse du taux de mortalité ou un allongement de l'espérance de vie comme une amélioration des services de santé. Manifestement, la nature indirecte de ces mesures laisse beaucoup à désirer, mais elles offrent cependant une indication de l'étendue et de la qualité des services publics.

- 39. La publication de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social intitulée Monitoring Social Development in the 1990s: Data Constraints, Concerns and Priorities démontre la nécessité de cibler les efforts de collecte de données sociales sur un petit noyau d'indicateurs sociaux essentiels qui reflètent de la façon la plus fiable le sort des populations pauvres. Les responsables de la publication de cette collection d'essais proposent que l'Organisation des Nations Unies s'attache à dégager un consensus en vue de la réalisation d'un programme mondial de collecte de données fiables sur ces indicateurs sociaux essentiels et élabore des méthodes plus simples et moins coûteuses d'obtention de cette information.
- 40. La Division de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies non seulement offre des connaissances spécialisées et assure la coordination pour la compilation et l'analyse des données à l'échelon international mais également aide les États Membres à développer et évaluer leurs capacités nationales de collecte et d'analyse.

#### IV. INDICES SYNTHÉTIQUES

- 41. Le revenu par habitant reste la mesure la plus largement utilisée du niveau de vie, mais on continue à rechercher des mesures meilleures et plus complètes des conditions sociales. Un indicateur qui serait capable de saisir les aspects généraux du développement social, y compris des facteurs tels que l'éducation et la santé publique, et qui ne serait pas directement lié au revenu individuel, serait un instrument d'analyse très précieux pour étudier les conditions sociales et le progrès social.
- 42. Un indicateur unique ne peut suffire à la mesure d'un phénomène complexe comme la pauvreté ou le développement social, et, pour cette raison, on s'est efforcé de combiner plusieurs indicateurs pour obtenir des indices synthétiques. On citera en exemple l'indice du développement humain, calculé par le PNUD, et un indice du progrès social proposé en Amérique latine. De tels indices posent néanmoins plusieurs problèmes conceptuels, analytiques et techniques au sujet desquels il n'y a pas de consensus. La combinaison de plusieurs indicateurs peut également nécessiter l'exclusion des pays où l'un quelconque de ces indicateurs n'aurait pas été calculé.
- 43. Le calcul d'un indice synthétique exige que les indicateurs qui le composent soient assortis de coefficients de pondération qui assurent la conversion des diverses unités de mesure, et demande peut-être aussi des méthodes de calcul non linéaires. De plus, des sociétés différentes attachent

des valeurs tout à fait différentes à divers aspects de la vie individuelle et de la vie collective, et de ce fait, la mise au point d'un système de pondération qui ferait l'unanimité, pour une application internationale, pose des problèmes redoutables. Ces problèmes ont été examinés de façon approfondie dans une étude de l'Organisation des Nations Unies, parue en 1977, intitulée "Comptes satellites à ajouter aux comptes et bilans nationaux pour mesurer le bien-être : rapport technique" (ST/ESA/STAT/SER.F/22). La question d'une mesure synthétique fondée sur les comptes nationaux a également été examinée par la Commission de statistique en 1976 à la demande du Comité de la planification du développement. À cette époque, la Commission avait estimé qu'il serait inapproprié de tenter de mettre au point des normes internationales en vue du calcul d'un agrégat différent du PIB pour mesurer le bien-être et que ce domaine relevait plus de la recherche que de l'établissement de statistiques. La Commission a réaffirmé ses réserves sur la solidité de la notion d'indices synthétiques du progrès social à sa vingt-sixième session en 1991. Plus récemment, la question a de nouveau été examinée dans la région de la CESAP comme l'indique l'Étude sur la mise au point d'indicateurs de la qualité de la vie en Asie et dans le Pacifique (ST/ESCAP/868). La réunion d'experts sur l'intégration sociale, convoquée dans le cadre des préparatifs du Sommet, a examiné l'utilité d'un indice synthétique de l'intégration sociale et a décidé de ne pas recommander l'établissement d'un tel indice.

- 44. L'indice du développement humain du PNUD figure depuis 1990 dans le <u>Rapport sur le développement humain</u>; il intègre des indicateurs nationaux de la santé, de l'éducation et du revenu. Le taux d'alphabétisation des adultes est utilisé depuis 1990 comme indicateur de l'éducation, le nombre moyen d'années de scolarisation a été ajouté en 1991, et l'espérance de vie moyenne est utilisée comme indicateur de l'état de la santé publique. Le PIB par habitant est utilisé comme mesure du revenu, une fois corrigé en fonction des disparités de pouvoir d'achat entre pays. Le PNUD examine régulièrement la valeur d'un tel indice synthétique du développement humain et les moyens de l'améliorer.
- 45. Le FIDA a mis au point plusieurs indices synthétiques du bien-être dans son étude intitulée The State of World Rural Poverty: An Inquiry into its Causes and Consequences. À l'échelon national, la pauvreté est mesurée en fonction de la sécurité alimentaire (indice de la sécurité alimentaire), de la pauvreté globale (indice de pauvreté globale), de la satisfaction des besoins élémentaires (indice des besoins élémentaires), du bien-être relatif (indice du bien-être relatif) et de la condition de la femme (indice de la condition de la femme).
- 46. L'indice de sécurité alimentaire est un indice synthétique qui représente la sécurité alimentaire de chaque pays en mettant en regard la production vivrière et la consommation alimentaire. L'indice de pauvreté globale conjugue la mesure individuelle de la pauvreté, la dispersion des revenus, la proportion de ménages se trouvant en-dessous du seuil de pauvreté et la croissance annuelle du PNB par habitant. L'indice des besoins élémentaires conjugue un indice de l'éducation et un indice de la santé, qui recouvre des indicateurs de l'alphabétisation et de la santé. L'indice du bien-être relatif fait la synthèse des trois autres indices. Enfin, l'étude propose un indice de la condition de la femme qui intègre la mortalité maternelle, l'alphabétisation des adultes, la scolarisation primaire et secondaire, la participation à la

population active, l'utilisation de contraceptifs et le rapport du salaire de la femme migrante à celui de l'homme migrant.

- 47. Au niveau du ménage, un large ensemble d'indicateurs de pauvreté est appliqué et pour la première fois dans l'analyse de la pauvreté, une analyse de processus est entreprise pour classer les processus en cours, dans chaque pays, en fonction de leur influence prépondérante dans la genèse de la pauvreté rurale.
- 48. La réunion de 1993 du Comité de la sécurité alimentaire mondiale a approuvé l'établissement d'un nouvel indice agrégé de la sécurité alimentaire des ménages dans chaque pays, mis au point par la FAO pour surveiller à l'échelon international les tendances d'évolution de la sécurité alimentaire des ménages. La méthode utilisée allie les estimations de la quantité d'aliments disponible par habitant pour la consommation humaine à des informations sur la répartition des aliments disponibles et à des estimations de déficit alimentaire de la population représentative sous-alimentée, ainsi que de l'inégalité de la répartition de ce déficit.
- 49. La FAO collecte également des données sur l'état nutritionnel de tous les membres des ménages de l'échantillon qui, alliées à des données sur les caractéristiques socio-économiques de ces ménages, sont d'utiles mesures supplétives du développement social. Les indicateurs nutritionnels comprennent un indice de la masse corporelle, mis au point par la FAO comme mesure du déficit énergétique chronique chez l'adulte.

# V. BUTS ET OBJECTIFS POUR LE SUIVI DU PROGRÈS SOCIAL

- 50. Au cours des 10 dernières années, les organismes des Nations Unies se sont efforcés de promouvoir le bien-être social et ont convoqué plusieurs conférences intergouvernementales dans le but d'examiner les besoins sociaux de base à l'échelle internationale et d'orienter les activités du système de façon à répondre à ces besoins. Les participants à certaines de ces réunions ont fixé des buts et objectifs précis, et établi des calendriers en vue de leur réalisation, dans divers domaines sociaux. La nécessité de suivre les progrès réalisés pour atteindre ces objectifs a appelé l'attention sur la définition des indicateurs sociaux, la collecte et l'analyse des données correspondant à ces indicateurs, et l'interprétation des résultats en termes de vies humaines.
- 51. Les buts et objectifs en matière de développement social et humain au niveau international adoptés pour les années 90 sont énoncés dans divers accords internationaux comme la Stratégie mondiale de la santé pour tous d'ici à l'an 2000 (1981), la Déclaration d'Amsterdam : une vie meilleure pour les générations futures (1989), la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (1990), la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant (1990) et les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme (1985). Les objectifs visés dans ces accords sont très divers et portent sur un large éventail de problèmes relatifs au développement humain, tels que la réduction des taux de mortalité infantile, post-infantile et maternelle; la réduction de la malnutrition; l'accès de tous à l'eau potable, aux services de santé et à l'éducation de base; la réduction de l'analphabétisme chez les adultes, l'amélioration des chances en matière de

santé et d'éducation; l'élimination ou la réduction de diverses maladies infantiles; et l'égalité entre les femmes et les hommes.

- 52. L'UNICEF et l'OMS collaborent au suivi des progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés lors du Sommet mondial pour les enfants dans le domaine de la santé. À cette fin, ils établissent des indicateurs, mettent au point des directives pour leur utilisation et publient des rapports à mi-parcours sur les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés.
- 53. L'UNICEF signale dans le document A/48/321 que quelque 89 pays ont maintenant arrêté un programme d'action national; ces programmes visent tous à éliminer ou à atténuer le plus possible les manifestations les plus flagrantes de la pauvreté d'ici à l'an 2000. Si on leur ajoute environ 26 programmes nationaux encore en cours d'élaboration, on couvre près de 90 % des populations d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine.
- 54. La FAO a également commencé à établir des cartes des risques encourus dans certains pays, afin de créer une base de référence pour évaluer les indicateurs spécifiques d'alerte rapide désignent les secteurs risquant de connaître des problèmes en matière de sécurité alimentaire au niveau sous-national et parmi différentes catégories de la population. Ces indicateurs pourraient être contrôlés régulièrement, ce qui permettrait d'améliorer l'efficacité du système de surveillance des cultures et de fournir des informations initiales pour l'assistance d'urgence et la planification de l'aide alimentaire.
- 55. Pour améliorer l'efficacité des services de données et d'information des Nations Unies, un groupe de travail interinstitutions sur les indicateurs sociaux a été créé en 1989, qui a été chargé d'aider à élaborer une base saine permettant de mesurer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs sociaux. Le Groupe est composé de représentants de l'UNICEF, du FNUAP, du PNUD et de la Division de statistiques du Secrétariat de l'ONU. Lors de sa session de 1991, la Commission de statistique a approuvé les grandes lignes du programme de suivi de la réalisation des objectifs sociaux au cours des années 90 élaboré par le Groupe de travail, tout en convenant que, si les difficultés d'ordre technique, organisationnel et politique étaient redoutables, il n'en restait pas moins important et urgent d'entreprendre une telle activité.
- 56. Tenant compte des buts et objectifs sociaux énoncés dans les accords internationaux susmentionnés, ainsi que des objectifs du PNUD dans ses activités de développement humain et du Rapport sur le développement, le Groupe de travail a choisi une série de 34 indicateurs sociaux prioritaires. Des études pilotes ont été effectuées dans cinq pays en développement, dont les résultats ont été communiqués à la Commission de statistique, à sa vingt-septième session (E/CN.3/1993/20). La Commission a souligné la nécessité d'une coopération et d'une coordination interorganisations pour résoudre les problèmes conceptuels et définitionnels concernant la compilation des indicateurs et fait observer que les travaux du Groupe et les activités connexes de la Division de statistique prendraient de l'importance du fait de la tenue du Sommet mondial pour le développement social.
- 57. Le système des Nations Unies a réalisé de grands progrès au cours des dernières décennies dans la mise au point et l'amélioration des indicateurs des

A/CONF.166/PC/19 Français Page 16

conditions sociales et des niveaux de vie dans le monde. Ces efforts ont permis de mieux connaître et comprendre les phénomènes sociaux et aidé les responsables à évaluer et à améliorer leur politique sociale. Il reste toutefois des lacunes importantes à combler en ce qui concerne la mise au point, la disponibilité et l'utilisation des indicateurs. Les programmes intégrés nationaux et internationaux ne permettent pas de coordonner et d'améliorer les mécanismes de suivi du progrès social, et il est urgent de perfectionner les capacités en matière de collecte et d'analyse des données au niveau national, notamment dans les pays en développement. À cette fin, la définition de données normalisées, la mise au point de procédures efficaces de collecte et d'analyse de même que la compilation et la diffusion efficaces des données au niveau international exigeront la coopération de la communauté internationale. L'assistance technique et financière apportée aux pays en développement par des organismes nationaux et internationaux peut dans une large mesure grandement contribuer à l'amélioration de l'information relative au développement social au niveau mondial.

### <u>Annexe İ</u>

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES PORTANT SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

## A. Le développement social en général

#### Secrétariat de l'ONU

Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1993.

Les femmes dans le monde : Des chiffres et des idées, 1970-1990.

La situation économique et sociale dans le monde, 1994.

Étude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1993 (CEA).

Rapport sur la situation sociale en Afrique, 1993 (CEA).

Rapport sur la mise en oeuvre de la Charte africaine pour l'action sociale (CEA).

La Déclaration de Khartoum (Vers une approche axée sur l'homme face au développement socio-économique en Afrique) (CEA).

La crise économique, l'ajustement structurel et l'enseignement supérieur en Afrique (CEA).

Le rôle des établissements d'enseignement supérieur en Afrique dans l'intégration économique pour relever les défis des années 90 et au-delà (CEA).

Position commune africaine concernant le développement humain et social en Afrique, 1994 (CEA).

Building, Strengthening and Effectively Utilizing Human Capacities for Sustained Development in Africa, 1994 (CEA).

Changing Production Patterns with Social Equity, 1990 (CEPALC).

Sustainable Development: Changing Production Patterns, Social Equity and the Environment, 1991 (CEPALC).

Social Equity and Changing Production Patterns: An integrated Approach, 1992 (CEPALC).

Education and Knowledge: Basic Pillars of Changing Production Patterns with Social Equity, 1992 (CEPALC).

Population, Social Equity and Changing Production Patterns, 1993 (CEPALC).

Regional Social Development Strategy for Asia and the Pacific (CESAP, 1992).

A/CONF.166/PC/19 Français Page 18

Socio-cultural Impact of Human Resources Development (CESAP, 1992).

Déclaration de Bali sur la population et le développement durable (CESAP, 1992).

Towards a Social Development Strategy for the ESCAP region (CESAP, 1992).

Quality of Life in the ESCAP region (CESAP, 1994).

Economic and Social Survey of Asia and the Pacific, 1993 (CESAP, 1994).

Survey of social trends and social indicators in the ESCWA region, 1993 (CESAO).

The impact of recent crises on the social situation in ESCWA region, 1993 (CESAO).

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Rapports sur le développement humain (1990-1994).

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

La situation des enfants dans le monde.

Le progrès des nations.

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

L'état de la population mondiale.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

La situation alimentaire et agricole.

Nutrition in Development - A Global Assessment.

Organisation internationale du Travail (OIT)

Le travail dans le monde, 1992, 1993, 1994 (vol. 5 à 7).

Towards Social Adjustment: Labour market issues in structural adjustment, 1991.

Social debt: the challenge of equity (OIT/PREALC), 1993.

L'Afrique mal comprise, 1993.

Des valeurs à défendre, des changements à entreprendre. La justice sociale dans une économie qui se mondialise : un projet pour l'OIT, 1994.

Labour standards and structural adjustment, 1994.

Réformes économiques, évolution sociale, perspectives institutionnelles dans les pays d'Europe centrale et orientale : analyse bibliographique [Institut international d'études sociales (IIES)].

# Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

The Crises of Social Development in the 1990s: Preparing for the World Social Summit, Report of UNRISD's 30th Anniversary Conference.

Monitoring Social Progress in the 1990s.

### Organisation mondiale de la santé

Rapport sur la situation sanitaire dans le monde, OMS, 1993.

Notre planète, notre santé, 1992.

A Call for Action - Promoting Health in Developing Countries, 1989.

D'Alma Ata à l'an 2000 : réflexions à mi-parcours, OMS, 1988.

Crise de la santé en milieu urbain : Les stratégies de la santé pour tous face à une urbanisation galopante, 1993.

La santé des jeunes - Un défi, un espoir, OMS, 1993.

Guidelines for the Development of Health Management Information Systems, 1993.

## Banque mondiale

Rapport(s) de la Banque mondiale.

# B. Atténuation et élimination de la pauvreté généralisée

## Secrétariat des Nations Unies

Rapport du Comité permanent sur la dépaupérisation.

Rapports nationaux présentés au Comité permanent sur la dépaupérisation.

Étude sur les systèmes de sécurité sociale et de développement national en Afrique (CEA).

État du développement social en Afrique et défis sur le plan des politiques pour les années 90 (CEA).

L'état du développement social en Afrique à la fin des années 80 et perspectives pour les années 90 (CEA).

Incidences de l'impact apparent des programmes d'ajustement structurel sur la population (CEA).

A/CONF.166/PC/19 Français Page 20

Renforcement des capacités pour la production alimentaire, la sécurité et l'autonomie alimentaires en Afrique, 1994 (CEA).

Préparatifs du Sommet mondial pour le développement social : rapport intérimaire, 1994 (CEA).

Agricultural Success Cases for Rural Poverty Alleviation (CESAP, 1992).

Rapport du Comité pour la dépaupérisation par la croissance économique et le développement social, première session et suivi (CESAP, 1993).

The poverty situation in Asia and the Pacific (CESAP, 1993).

International initiatives to alleviate poverty in Asia and the Pacific (CESAP, 1993).

Community-based approaches to promoting people's participation in poverty alleviation (CESAP, 1993).

Target group-oriented programmes in promoting people's participation in poverty alleviation (CESAP, 1993).

The role of non-governmental organizations in promoting people's participation in poverty alleviation (CESAP, 1993).

Women and Credit. Research Paper Series, 1990 (INSTRAW).

Causes, characteristics and consequences of poverty, 1994.

Impact of structural reforms on the poor, 1994

Role of the informal service sector in poverty alleviation, 1994.

Impact of target-group oriented policies and institutional support programmes on rural poverty alleviation, rural industrialization and employment creation, 1994.

Communication strategies for rural poverty alleviation, 1994.

Impact of emergency situation and crises in the region on Arab women: the feminization of poverty, 1994.

Poverty: demographic and socio-economic responses, 1994.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Reforma social y pobreza (UNDP/IADB).

Rapport sur le développement humain (1990-1994).

## Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionnel : thème No 3.

Évaluer, analyser et surveiller la situation nutritionnelle : thème No 7.

The Impact of Stabilization and Structural Adjustment Policies on the Rural Sector: Case Studies of Côte d'Ivoire, Senegal, Liberia, Zambia and Morocco, par E. M. Classen et P. Salin. ESD Paper No. 90. ISBN 92-5-102894.

Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

Poverty alleviation, employment and shelter provision: A review of the literature.

The urban poor as agents of development: Community action planning in Sri Lanka

National experiences with shelter delivery for the poorest groups.

The human settlements conditions of the world's urban poor.

Guidelines for rural shelter improvement, poverty alleviation and sustainable development.

The impact of community credit systems on poverty alleviation.

The contribution of housing to achieving equitable development for all groups: shelter and poverty alleviation.

## Fonds international de développement agricole (FIDA)

Ghana Under Structural Adjustment: The Impact on Agricultural and the Rural Poor. Alexander Serris et Hadi Shams (New York University Press, 1991).

United against Poverty 1981-1991: Collaboration thorough the Joint Consultative Group on Policy, 1991.

Providing Food Security for All. Mohiuddin Alamgir et Poonam Arora (New York University Press, 1991).

The State of World Rural Poverty: An Inquiry into its Causes and Consequences. Idriss Jazairy, Mohiuddin Alamgir et Theresa Panuccio (New York University Press, 1992).

Smallholder and Structural Change in the Brazilian Economy: Opportunities in Rural Poverty Alleviation. Gary Howe et David Goodman (IICA, 1992).

Rural Indonesia: Socio-economic Development in a Changing Environment. Eric Thorbecke et Theodore van der Pluijm (New York University Press, 1992).

#### Organisation internationale du Travail (OIT)

Salaires minima : méthodes de fixation, application et contrôle, 1992.

Income policies in the wider context: wage, price and fiscal initiatives in developing countries, 1992.

Poverty in developing countries: a bibliography of publications by the ILO's World Employment Programme, 1975-1991, 1992.

Assurances sociales protection sociale, 1993.

Structural adjustment and income distribution, 1993.

The incidence of poverty in developing countries: an ILO compendium of data, 1993.

Pauvretés, inégalités, exclusions : Renouveau des approches théoriques et des pratiques sociales (IIES) 1993.

Poverty monitoring: an international concern (en collaboration avec l'UNICEF), 1994.

#### Banque mondiale

Rapport sur le développement dans le monde : La pauvreté, 1990.

La lutte contre la pauvreté : progrès réalisés dans l'application de la stratégie de la Banque mondiale et problèmes à résoudre, 1993.

Access to Basic Infrastructure by the Urban Poor, Aurelio Menendez. Séminaire de politique générale de l'IDE, No 28, 1991.

Action of Human Resources and Poverty on One Another: What We Have Yet to Learn. Jere R. Behrman, Documents de travail LSMS No 74, 1990.

Addressing Malnutrition in Africa: Low-Cost Possibilities for Government Agencies and Donors. F. James Levinson. Document de travail No 13, 1991.

Assistance Strategies to Reduce Poverty. [Stratégies en matière d'aide dans la lutte contre la pauvreté (traduction officieuse en français)]. Document de politique générale de la Banque mondiale, 1991.

Bolivia's Answer to Poverty, Economic Crisis, and Adjustment: The Emergency Fund, 1992.

Design and Management of Sustainable Projects to Alleviate Poverty in South Asia, 1993.

Developing Financial Institutions for the Poor and Reducing Barriers to access for Women. Sharon L. Holt et Helena Ribe. Document de synthèse No 117, 1991.

Implementing the World Bank's Strategy to Reduce Poverty: Progress and Challenges, 1993.

Including the Poor. Michael Lipton et Jacques van der Gaag, 1993.

Reducing Poverty: An Institutional Perspective. Lawrence F. Salmen. Poverty and Social Policy Series Paper No.1, 1992.

Gender Differences in Household Resource Allocations. Duncan Thomas. Document de travail LSMS No 79, 1991.

## C. Emploi productif et réduction du chômage

#### Secrétariat des Nations Unies

Étude sur l'amélioration du rôle des femmes africaines dans la production et la gestion du secteur non structuré, 1993 (CEA).

Stratégie novatrice pour lutter contre le chômage des jeunes en Afrique, 1993 (CEA).

Fixation des salaires et coût de la main-d'oeuvre en Afrique, 1993 (CEA).

Mise en valeur des ressources humaines en Afrique dans les années 90, 1993 (CEA).

Analysis of the magnitude and causes of brain-drain, 1993 (CEA).

Human Resources in Africa: Issues and Trends, 1993 (CEA).

Planning, Development and Utilization of Human Resources for Industrial Development, 1993 (CEA).

Developing Entrepreneurial Capacities for Public and Private Sector Enterprise, 1994 (CEA).

Arab Women and Employment: Current Situation and Development Needs, 1992.

## Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Lien entre sous-emploi et chômage et fourniture de logement (HS/C/14/4/Add.2).

# Organisation internationale du Travail (OIT)

Unemployment and labour market flexibility, Austria, 1991.

Technological change and labour relations, 1991.

Defense expenditure, industrial conversion and local employment, 1991.

Environment, employment and development, 1992.

A/CONF.166/PC/19 Français Page 24

Industry on the move: causes and consequences of employment in the manufacturing industry, 1992.

Wages policy: wages, non-wage labour costs and their relation to employment under conditions of structural adjustment, 1992.

Beyond regulation: the informal economy in Latin America, 1992.

Employment and labour market interventions in Asia (ILO/ARTEP), 1992.

African Employment Report, 1992 (ILO/JASPA), 1993.

Unemployment and labour market flexibility, Italy, 1993.

Unemployment and labour market flexibility, Spain, 1994.

Multinationals and employment: the global economy of the 1990s, 1993.

Population growth, employment and poverty in third-world mega-cities, 1993.

#### Banque mondiale

Civil Service Reform and the World Bank. Barbara Numberg et John Nellis. Document de synthèse No 161, 1993.

Developing Effective Employment Services. David Fretwell et Susan Goldberg, Document de synthèse No 208, 1993.

#### D. <u>Intégration sociale</u>

#### Secrétariat de l'ONU

World Population Monitoring, 1993: Special Report on Refugees (à paraître).

Annuaire démographique de 1991 : Numéro spécial sur le vieillissement de la population et la situation des personnes âgées.

Effet des changements économiques et sociaux sur la famille africaine (CEA).

The Social and Economic Situation of the Aging in West African Countries, 1993 (CEA).

Advancement of African Women: Forging a strategy for the 1990s (CEA).

An assessment of the socio-economic impact of refugee movements in selected African countries (CEA).

The economic and social situation of urban youth (CEA).

Regional strategies for the advancement of women in Africa, particularly in the fields of health, employment and agriculture, 1993 (CEA).

Surveys of the extent of women's access to resources and strategies to overcome barriers, 1993 (CEA).

Changing Population Age Structures, 1990-2015: Demographic and Economic Consequences and Implications (ECE).

Demographic Causes and Economic Consequences of Population Aging: Europe and North America (ECE).

Social Aspects and Country Reviews of Population Aging (ECE).

The Seoul Statement on Empowering Women in Politics (CESAP, 1993).

Integration of Women's Concerns into Development Planning in Asia and the Pacific (CESAP, 1993).

Rehabilitation of Juvenile Delinquents in the ESCAP region (CESAP, 1993).

The Role of the Family in Development: Four Studies of the Situation in Asia and the Pacific (CESAP, 1993).

National Policies and Programmes for the family in Asia and the Pacific (CESAP, 1993).

Women in Politics in Asia and the Pacific (CESAP, 1993).

Strengthening the role of youth organization in the promotion of functional literacy among youth (CESAP, 1993).

Policies and Programmes concerning the Integration of Elderly Persons in Development in Asia and the Pacific (CESAP, 1993).

Legislation on equal opportunities and full participation in development for disabled persons in Asia and the Pacific (CESAP, 1994).

Agenda for Action for the Asian and Pacific Decade of Disabled Persons, 1993-2002 (CESAP, 1993).

Asian and Pacific Decade of Disabled Persons, 1993-2002: The Starting Point (CESAP, 1993).

The Situation of Marginalized Youth Groups and Measures to Promote their Participation in Development in the ESCWA région, 1992 (CESAO).

Regional programme of action for youth in the ESCWA region, 1994 (CESAO).

Impact of social and economic changes on the Arab family: An Exploratory Study, 1992 (CESAO).

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

The State of the World's Refugees, 1993.

A/CONF.166/PC/19 Français Page 26

Collection d'instruments internationaux concernant les réfugiés, 1979.

Conclusions on the International Protection of Refugees adopted by the Executive Committee of the UNHCR Programme, 1993.

Handbook on Procedures and Criteria for determining Refugee Status under the 1951 Convention and the 1967 Protocol relating to the Status of Refugees, 1979.

Refugee Children: Guidelines on Protection and Care, 1994.

Guidelines on the Protection of Refugee Women, 1991.

Réfugiés (trimestriel).

#### Institut de recherche des Nations Unies sur le développement social

Social Integration: Approaches and Issues. UNRISD Briefing Paper Series 1.

L'Ethnie à l'assaut des nations : Yougoslavie, Éthiopie, par Samir Amin, en collaboration avec Joseph Vansy. Forum du tiers monde et l'Harmattan.

Ethnies et nations : le cas du Sénégal, par Makhtar Diof. L'Harmattan.

Ethnicity and development: The Case of Fiji, DP 46.

Nationalities and Conflicting Ethnicity in Post-Communist Russia, par Valery Tishkov, DP 50, mars 1994.

In Search of Cool Ground: Displacement and Return in North-East Africa, édité par Tim Allen, James Currey, Ltd. (sous presse).

## Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Rapport sur le développement humain, 1993.

## Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Community Participation in Zambia. The DANIDA/UNCHS Training Programme (HS/272/92).

### Bureau international du Travail (OIT)

Gender and population in the adjustment of African economies, 1991.

Job creation for disabled people: a guide for employers' organizations, 1992.

Job creation for disabled people: a guide for workers' organizations, 1992.

New technologies and the employment of disabled persons, 1992.

Gender, work and population in sub-Saharan Africa, 1994.

Aid in place of migration, 1994.

Affirmative action: an international perspective, 1994.

The work of strangers (forthcoming), 1994.

#### Annexe II

# PUBLICATIONS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES CONTENANT DES DONNÉES ET ANALYSES RELATIVES À LA PAUVRETÉ

Nations Unies. "Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement" (A/46/454), en particulier la section C du chapitre II relative à l'étendue de la pauvreté, et le chapitre III sur les incidences de l'environnement économique international sur la pauvreté pendant les années 80. Le tableau 1 intitulé "Évolution du revenu réel par habitant entre 1980 et 1990" indique l'augmentation ou la diminution du revenu en pourcentage par pays, calculée par le Secrétariat à partir de données provenant des institutions internationales; le tableau 2 présente l'évolution générale du PIB et du revenu par habitant au niveau régional.

Nations Unies. "Politiques et activités concernant l'assistance en vue d'éliminer la pauvreté et d'apporter un appui aux groupes vulnérables, et plus particulièrement l'assistance durant l'application des programmes d'ajustement structurel" (E/1992/47), en particulier le chapitre I sur les tendances récentes relatives à la pauvreté.

Nations Unies. Recueil de statistiques et d'indicateurs sociaux, 1988 (Bureau de statistique, série K, No 9). Tableau 30, Répartition des revenus (en pourcentage) par groupes centiles de ménages, années autour de 1960 et autour de 1970 et dernière année disponible, et estimations de la pauvreté, 1977-1986.

Sources: Banque mondiale et données non publiées du Secrétariat de l'ONU.

Programme des Nations Unies pour le développement. Rapport mondial sur le développement humain, 1993 (Paris, Economica, 1993). Dans la section "Indicateurs du développement humain", le tableau 3 intitulé "Les manques" (pays en développement) contient des chiffres sur la population au-dessous du seuil de pauvreté (population totale, population rurale), pour 1991; le tableau 18 sur la richesse, la pauvreté et l'investissement social dans les pays en développement contient des chiffres sur la "part du revenu, 40 % des ménages les plus pauvres et rapport des 20 % les plus riches aux 20 % les plus pauvres" pour la période 1985-1989 (données qu'on retrouve également dans le tableau 40 sur la richesse, la pauvreté et l'investissement social dans les pays industrialisés), ainsi que des données sur le "coefficient de Gini" pour la période 1975-1988 et sur la "population au-dessous du seuil de pauvreté", totale, urbaine, rurale pour la période 1977-1989. Source : Données de la Banque mondiale réanalysées par l'équipe chargée d'établir le rapport sur le développement humain.

CEPALC. "Panorama social de America latina", tableaux annuels sur la répartition du revenu, l'évolution de la répartition du revenu au cours des années 80 et la population vivant au seuil ou au-dessous du seuil de pauvreté pour un certain nombre de pays, calculées par la CEPAL à partir de sa base de données d'enquêtes auprès des ménages.

CESAP. "Compendium of social development indicators in the ESCAP region, 1993" (ST/ESCAP/1293). Ce document contient 100 tableaux présentant des données, essentiellement sur des périodes de cinq ans de 1975 à 1990, dans neuf principaux domaines : démographie, santé, établissements humains et

environnement, éducation, transport, communications, emploi, production et revenu, et dépenses nationales dans le domaine social.

UNICEF. <u>La situation des enfants dans le monde, 1993</u> (New York, UNICEF). Le tableau 6 donne le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté pour la période 1980-1989 dans les zones urbaines et rurales. <u>Source</u> : Banque mondiale.

Bureau international du Travail, Programme mondial de l'emploi. <u>The Incidence of Poverty in Developing Countries: An ILO Compendium of Data</u>, par Hamid Tabatabaï et Manal Fouad (Genève, 1993); ce document présente un examen détaillé des estimations de l'étendue de la pauvreté. <u>Sources</u>: Estimations établies à partir des résultats d'enquêtes nationales et des normes concernant le seuil de pauvreté et autres normes en la matière pour 120 pays ou régions, principalement depuis les années 70 jusqu'à la fin des années 80.

Banque mondiale. Rapport sur le développement dans le monde, 1993 (Washington, Banque mondiale). Le tableau 30 sur la répartition du revenu et les estimations du PIB d'après le pouvoir d'achat des monnaies donne le pourcentage du revenu des ménages par quintile pour la période 1979-1988. Sources : CEPALC, Luxembourg Income Study, OCDE, ONU, Banque mondiale et sources nationales. Voir également S. Chen, G. Datt et M. Ravallion, "Is poverty increasing in the developing world?", document de travail No 1146 de la Banque mondiale.

Banque mondiale. Rapport sur le développement dans le monde, 1990 (Washington, Banque mondiale). Le tableau 2.1 sur l'étendue de la pauvreté dans les pays en développement en 1985 donne par région en développement, le nombre et le pourcentage des personnes pauvres et extrêmement pauvres. Le tableau 9.2 sur la pauvreté en l'an 2000 montre l'incidence de la pauvreté et le nombre de pauvres. Sources: Martin Ravallion, Gaurav Datt, Dominique van de Walle et Elaine K. Chan, "Quantifying the magnitude and severity of absolute poverty in the developing world in the mid-1980s", document de base du Rapport sur le développement dans le monde, 1990, et estimations de la Banque mondiale.

Banque mondiale. <u>Social indicators of Development, 1991-1992</u> (Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1992). Les tableaux pour chaque pays indiquent la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté dans les zones urbaines et rurales. <u>Source</u>: Données de la Banque mondiale. Dans l'édition de 1993, on utilise les termes "limite supérieure du seuil de pauvreté" et "limite inférieure du seuil de pauvreté", avec une indication du pourcentage de la population dans chaque groupe.

Fonds international de développement agricole. The State of World Rural Poverty: An Inquiry into its Causes and Consequences, par Idris Jazairy, Mohiuddin Alamgir et Theresa Panuccio (New York, New York University Press, 1992). Dans le tableau 2, les auteurs présentent un indice intégré de la pauvreté pour 114 pays en développement, qui indique la population rurale vivant au-dessous du seuil de pauvreté pour les années autour de 1965 et de 1988. Sources: documents du FIDA; base de données du BIT sur la pauvreté; PNUD, Rapport sur le développement humain, 1990; Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1990 et autres sources de la Banque mondiale. Le tableau 13 donne des estimations des femmes des zones rurales vivant au-dessous du seuil de pauvreté au milieu des années 80 en se fondant sur les données du tableau 2 et les données sur les ménages dont le chef est une femme.

Annexe III
INDICATEURS SQCIAUX

Tableau 1

Estimations des taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage), par sexe, 1980-2000

		1980			1990			2000	
	MF	М	F	MF	М	F	MF	М	F
TOTAL MONDIAL	67,2	74,9	59,5	74,7	82,2	67,3	79,8	85,3	74,2
Pays en développement dont :	55,2	66,5	43,6	66,7	77,0	56,2	73,9	81,3	66,4
Afrique subsaharienne	32,5	43,2	22,3	47,3	59,5	35,6	59,7	70,2	49,6
États arabes	37,0	50,9	22,9	51,3	64,3	38,0	61,9	72,9	50,6
Amérique latine/Caraïbes	79,5	82,1	76,9	84,9	86,4	83,4	88,5	89,7	87,3
Asie de l'Est/Océanie	65,9	77,9	53,5	80,2	88,2	71,9	88,0	92,3	83,6
dont : Chine	62,4	77,3	46,5	77,8	87,0	68,1	87,2	92,0	82,2
Asie du Sud	38,3	51,7	24,0	46,1	59,1	32,2	54,1	66,2	41,2
dont : Inde	40,2	54,5	24,9	48,2	61,8	33,7	56,3	68,5	43,2
Pays les moins avancés	27,6	38,5	16,8	39,6	51,4	27,9	49,0	60,8	37,3
Pays développés	94,6	95,6	93,7	96,7	97,4	96,1	98,5	99,0	98,0

Source: Rapport mondial sur l'éducation, 1993 (Paris, UNESCO).

Tableau 2

Taux de scolarisation brut (en pourcentage) : par degré d'enseignement et par sexe, 1980 et 1990

		Premi	Premier degré			Deuxièr	Deuxième degré			Troisièr	Troisième degré	
	1	1980	#	990	1	1980	18	1990	19	1980	1,	1990
	Σ	щ	Σ	ı	Σ	F	Σ	F	Σ	F	¥	T.
TOTAL MONDIAL	103,2	88,1	104,8	93,0	50,4	40,0	55,0	45,6	12,3	6,7	13,7	11,6
Pays en développement dont :	103,7	85,2	105,2	91,2	42,4	28,7	48,2	36,2	6,5	3,7	4,	4,6
Afrique subsaharienne	87,7	67,3	75,4	61,2	20,7	10,8	21,7	14,4	2,1	0,5	3,1	1,1
États arabes	88,0	63,8	92,2	74,1	46,9	29,1	60,2	45,7	12,8	6,3	14,7	8,7
Amérique latine/Caraïbes	105,9	103,1	108,6	105,1	6,44	45,7	51,1	56,5	15,3	11,9	18,4	16,4
Asie de l'Est/Océanie	117,3	102,7	123,2	115,3	50,4	37,1	53,2	0,44	4,2	2,5	5,8	3,9
dont : Chine	120,9	103,3	130,4	119,7	54,0	37,5	54,0	41,9	1,8	9,0	2,1	1,1
Asie du Sud	1,16	60,4	100,6	76,3	37,0	18,9	48,7	29,3	9'9	2,5	0'6	<b>4</b> ,
dont : Inde	100,0	68,4	111,5	84,4	40,0	20,3	54,3	32,5	9'L	3,0	10,5	4,9
Pays les moins avancés	8′29	44,8	72,4	56,8	18,5	8,2	21,1	12,2	2,9	1,0	3,5	4,1
Pays développés dont :	101,4	100,4	102,7	100,9	84,6	87,0	88,6	92,0	31,1	29,3	36,9	0'68
Amérique du Nord	93,5	98,8	109,8	102,8	87,8	90,2	91,7	9,16	52,0	56,4	67,1	83,8
Asie/Océanie	102,1	102,2	101,6	101,7	88,4	8′06	93,2	96,7	38,0	21,1	34,9	25,7
Europe/Ex-URSS	103,6	102,2	101,9	102,0	85,2	87,5	89,5	94,3	22,9	21,1	28,4	28,2

Source: Rapport mondial sur l'éducation, 1993 (Paris, UNESCO).

<u>Tableau 3</u>

Dépenses publiques d'enseignement, 1980-1991

	Dollars de	es États-Unis (	(milliards)	Po	urcentage du f	PNB
	1980	1985	1991	1980	1985	1991
TOTAL MONDIAL	572,6	616,4	1 119,1	5,1	5,0	5,1
Pays en développement dont :	96,5	97,5	168,0	3,9	4,0	4,1
Afrique subsaharienne	10,8	8,1	8,6	5,2	4,5	4,6
États arabes	18,0	23,6	25,5	4,5	5,9	5,5
Amérique latine/Caraïbes	34,2	28,5	47,8	4,1	4,1	4,2
Asie de l'Est/Océanie	16,1	20,1	36,4	2,8	3,2	3,4
dont : Chine	7,6	7,7	8,6	2,5	2,6	2,3
Asie du Sud	12,8	14,7	40,9	4,1	3,3	4,1
dont : Inde	4,8	7,1	9,1	2,8	3,4	3,5
Pays les moins avancés	2,3	2,5	4,6	3,0	3,1	3,3
Pays développés dont :	476,1	518,9	951,1	5,4	5,3	5,3
Amérique du Nord	156,2	223,1	347,1	5,2	5,1	5,5
Asie/Océanie	73,0	79,3	179,8	5,8	5,1	4,8
Europe/Ex-URSS	246,9	216,5	424,2	5,5	5,5	5,3

Source : Rapport mondial sur l'éducation, 1993 (Paris, UNESCO).

<u>Tableau 4</u>
Indicateurs de santé (pourcentage)

Année		1989-199 <i>°</i>	1		1988-1991		1985-1992
Région	Accès à l'eau salubre	Accès à l'eau salubre, zone urbaine	Accès à l'eau salubre, zone rurale	Accès à un assainissement adéquat, total	Accès à un assainissement adéquat, zone urbaine	Accès à un assainissement adéquat, zone rurale	Accès aux services de santé, total
Afrique	43	75	35	35	57	27	56
Moyen-Orient et Afrique du Nord	77	94	61	68	93	46	78
Asie du Sud	80	85	78	19	54	6	52
Asie de l'Est et Pacifique	68	83	63	71	70	70	87
Amérique latine et Caraïbes	78	87	55	66	80	33	74
Pays en développement	70	85	64	51	70	41	77
Pays les moins avancés	49	64	46	33	61	26	48

Source: La situation des enfants dans le monde, 1994 (New York, UNICEF).

<u>Tableau 5</u>

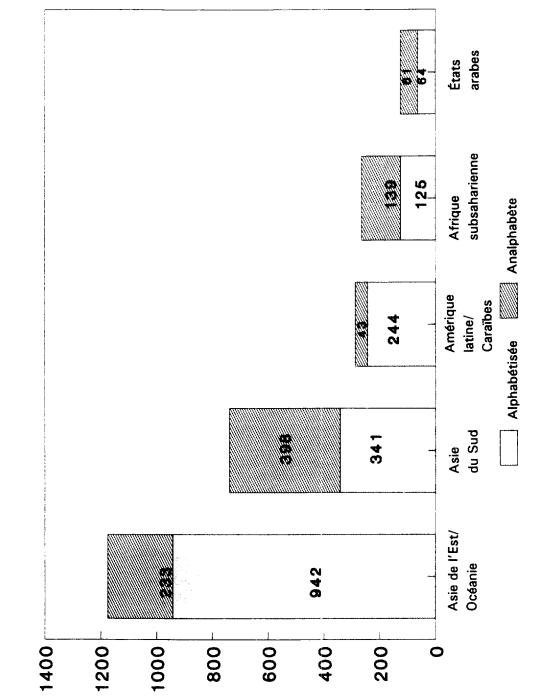
Dépenses de santé, espérance de vie et mortalité à l'échelle mondiale, 1990

Région	Dépenses de santé (par habitant en dollars ÉU.)	Dépenses de santé (en pourcentage du PIB)	Pourcentage de la population mondiale	Espérance de vie à la naissance	Taux de mortalité infantile (en milliers)
Afrique subsaharienne	24	4,5	9,68	52	17,5
Inde	21	6,0	16,13	58	12,5
Chine	11	3,5	21,53	69	4,3
Autre Asie	61	4,5	12,97	62	9,7
Amérique latine et Caraïbes	105	4,0	8,43	70	6,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	77	4,1	9,55	61	11,1
Europe centrale et orientale et CEI	142	3,6	6,57	72	2,2
Pays industrialisés à économie de marché	1 860	9,2	15,15	76	1,1
Monde	323	8,0	100	65	9,6

Sources: Banque mondiale et BIT.

Diagramme I

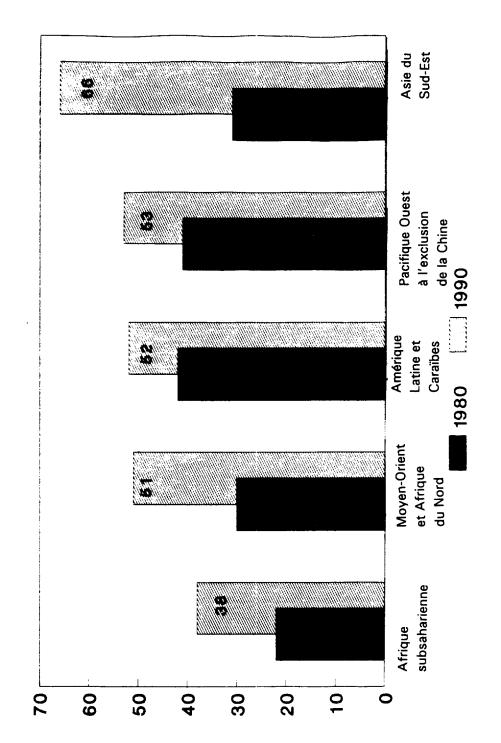
Estimations de la population totale alphabétisée et analphabète âgée de 15 ans et plus dans les pays en développement, par région, 1990 (en millions)



Source: Rapport mondial sur l'éducation, 1993 (Paris, UNESCO)

Diagramme II

Population ayant accès à l'eau salubre dans les zones rurales des pays en développement (pourcentage)



Source: La situation des enfants dans le monde, 1994 (New York, UNICEF)